

AUJOURD'HUI

N° 65
26 MAI - 8 JUIN 2000
1 franc
ISSN 1423-7946

BIMENSUEL
LIBERTAIRE

Journal de DIRECT! AmIes de l'AIT (Association Internationale des Travailleurs). Ceux qui publient ce journal ne sont ni professionnels, ni permanents. DIRECT! est totalement autofinancé. Paraît un vendredi sur deux. Abonnements: (022) 734 29 22

Si tu vas à Jolo...

Le commerce du loisir et des sensations fortes nous offre presque chaque jour des drames spectaculaires et absurdes qui sont révélateurs des valeurs qui façonnent notre monde occidental.

Ici, c'est un jeune homme qui meurt en sautant à l'élastique; là ce sont des feux d'artifice qui détruisent un quartier et tuent des habitants; sur l'île de Jolo aux Philippines, ce sont des amateurs de pêche sous-marine qui deviennent les otages d'un groupe armé.

Dans ce dernier cas, les médias ont non seulement couvert l'affaire, mais ils ont offert au public la possibilité de la vivre de l'intérieur. Les reporters sont allés recueillir sur place les impressions d'otages qui nous sont, de fait, devenus familiers. L'un d'entre eux juge ses ravisseurs: « leur âge mental ne dépasse pas douze ans ». Tel autre nous entretient des rapports entre otages: « On s'engage de temps en temps ». On connaît même la teneur de la conversation - téléphone cellulaire oblige - d'une jeune femme avec son père. Ces touristes et leurs ravisseurs, perdus dans une jungle

lointaine, déambulent, en direct, à la télévision. Cette proximité ne va pas sans créer un malaise et certains médias se sont interrogés sur la nature perverse du jeu qui se mettait en place entre eux-mêmes, les otages, les spectateurs et les ravisseurs. Ces preneurs d'otages, comme d'autres avant eux, ont parfaitement compris cette mécanique. Ils savent que les médias ne parlent de l'enlèvement que parce que les victimes sont des Occidentaux.

Mais le malaise provient surtout de l'écart qui existe entre cette façon de nous faire assister au déroulement de la prise d'otage et l'incapacité des médias de donner une lecture claire de ce qui se passe réellement et des raisons qui ont mené à cette situation. A cela, la raison est simple. Jusqu'à cet enlèvement, tout le monde, en Occident, se moquait de ce qui pouvait bien se passer sur ces îles philippines où s'affrontent depuis des années des milliers d'hommes en armes. Après l'événement, des médias ignorants ne sont pas en mesure de fournir des explications à un public tout aussi ignorant. La jungle philippine et ses guerres

ne sont pour nous que le décor d'une tragédie médiatique, un peu comme un mauvais film ou l'un de ces jeux télévisés qui mettent en scène des candidats dans des situations extrêmes de survie... Ce sont les carences de tout un système d'information qui se révèlent au travers du "cas Jolo". Plus largement, c'est aussi le regard que les Occidentaux portent sur le monde qui est en question. Ici, Jolo n'a commencé à exister qu'avec cette prise d'otage. Jusqu'alors, ce n'était qu'une destination de voyage pour ceux qui y allaient en vacances. Il en va ainsi de nombres d'endroits dans le monde qui sont traversés par la violence et l'injustice. Au moment d'organiser ses vacances, le touriste moyen s'intéresse aux températures de l'air et de l'eau, au confort de l'hôtel... Le rapport qualité/prix l'intéresse bien plus que ce vivent les gens de la région. La grève de la faim d'un journaliste tunisien suffirait-elle à rappeler aux Suisses la nature policière du régime en place dans cette Tunisie qui avec son soleil, ses plages et ses hôtels impeccables est l'une de toutes premières destinations des touristes en provenance de notre pays?

Qu'un problème survienne pour un ressortissant occidental et l'émoi est général. Comme si nous pouvions ignorer la réalité des pays où nous nous rendons, comme si nous ne voyions dans le monde qu'un parc de loisirs où nous irions chercher détente et exotisme, mais en exigeant que ce "paradis" soit sécurisé et à l'abri des soubresauts de l'histoire.

G. Amista & M. Argerj

En Autriche, le pire devient la règle

Le groupe autrichien Ökoli (Für eine Ökologische Linke) confirme la mort d'Arise Ibekwe, que nous annoncions dans notre dernier numéro. Arise a été arrêté lors d'une rafle, brutalement entravé et tabassé. Amené en prison, il a été laissé 4 jours sans soins et sans voir un médecin. L'officier de police a avancé le motif suivant: il est quasi impossible de trouver un médecin le week-end... Arise a donc agonisé durant de longues heures. Un codétenu ne peut pas témoigner des dernières heures: en effet, le psychiatre de la prison lui a administré un somnifère. A son réveil, Arise était mort.

Mais la police autrichienne n'en est pas restée là: dans la nuit du 19 au 20 mai, elle a abattu un homme qu'elle accusait d'être un dealer. C'est la troisième personne tuée en trois semaines par la police du nouveau gouvernement. Lors d'une manif de protestation, le lendemain, deux personnes ont été envoyées à l'hôpital, et une arrêtée.

Pendant ce temps, le ministre de la justice Dieter Böhmdorfer (extrême droite) travaille sur une "proposition spontanée" de Jörg Haider, selon laquelle tout politicien autrichien "qui ne défend pas la patrie à l'étranger" pourrait être poursuivi judiciairement. Cette proposition ne choque pas les conservateurs, qui disent vouloir l'étudier en détail.

dans ce numéro

• **ENTRETIEN** Tsiganes de Genève: rencontre avec Arella • **TRAVAIL** Inégaux devant la mort • **INTERNET** Le sommet du G8 et ses cyber-flics

On dit bien tsgiane ?
On peut dire tsgiane ou gitan. La majorité d'entre eux, là où je travaille, sont yéniches ou manouches. Les yéniches sont les seuls qui ne viennent pas des Indes mais d'Allemagne. Ils se sont adaptés à la vie des gitans par obligation sociale. C'était des gens qui n'avaient pas d'argent et qui se sont rendus compte qu'en étant ensemble et en voyageant, ils s'en sortaient mieux. Ils sont donc devenus comme les gitans, des voyageurs. Les autres sont d'origine indienne. J'ai été très étonnée quand je les ai rencontrés il y a 20 ans. Je comprenais un tas de chose car j'avais vécu en Inde. C'était pratiquement la même langue.

En quoi consiste ton travail ?

Au départ, les premiers élèves que j'ai eus, c'était pour les préparer à la rentrée à l'école publique. Mon travail c'était surtout de les habituer à une certaine discipline, à une personne qui n'est pas de chez eux. J'ai ensuite arrêté quelques années puis on est venu me rechercher. Là, la demande de la communauté c'était de créer une école. On a ouvert une petite salle de classe où j'ai eu jusqu'à treize élèves, de six à quinze ans. Aujourd'hui j'en ai plus que quatre. L'idée, c'est d'amener ces enfants depuis la première primaire jusqu'à l'équivalent de la neuvième. Je n'ai pas un programme rigide. Quand je vois qu'un gosse n'est pas prêt à apprendre telle chose, je laisse tomber, mais j'y reviens six mois ou un an après. L'important, c'est qu'à 15 ans il ait certaines connaissances, une culture générale, une possibilité, non pas de s'assimiler mais de s'intégrer. Que simplement il soit quelqu'un qui parle le français correctement, qu'il puisse avoir une conversation suivie sans difficultés, qu'il sache compter, qu'il sache aussi un peu d'histoire, de géographie. Je crois que quand tu sais lire tu as déjà une partie des armes qu'il faut pour te défendre. Mais le lendemain du jour de leurs quinze ans c'est hors de question de revenir à l'école, même avec moi. A quinze ans ils en ont ras le bol. Quand on n'a fait que l'école et l'on est à un âge où l'on est ni chair ni poisson, on a envie de voir autre chose, de dire « je suis un adulte, donc je ne vais plus à l'école ». Par contre, six mois après, ils reviennent m'emprunter des livres, discuter avec moi. Les filles viennent me poser des questions un peu personnelles.

Mais ces enfants, ils ne sont pas scolarisés à l'école publique ?

Si. Certains d'entre eux le sont, encore aujourd'hui. On a laissé le choix aux parents, en accord avec l'école publique. Mais à l'époque, il n'y avait que cette solution-là. Seulement, imagine-toi qu'un petit gosse va à l'école à partir de quatre ans et demi à peu près, du mois d'août jusqu'au mois de juin. Ces enfants là, ils rentrent de voyage fin octobre, repartent en voyage fin mai. Entre deux, il y a un arrière petit cousin qui meurt en Alsace, faut y aller, ça prend dix jours ; après, il y a un mariage en Espagne, faut y aller, ça prend 15 jours, etc. Ces enfants ont peu de temps pour suivre une scolarité normale.

Quel est ton rythme de travail ?

Je travaille en général quatre jours par semaine. A mesure qu'ils partent en voyage je diminue mes horaires. En ce moment j'y vais seulement deux jours par semaine. L'école est fermée jusqu'à fin octobre, jusqu'à

Gens d'ici et d'ailleurs

ENTRETIEN • On les appelle bobémiens, romanichels, gitans, on les imagine musiciens, diseurs de bonne aventure ou voleurs de poules. Autant de représentations qui tendent à faire oublier les persécutions dont ils sont victimes en Europe depuis 1000 ans à peu près. Les tsgianes représentent aujourd'hui en Suisse une communauté culturelle et ethnique de 35 000 personnes. Nous avons rencontré Arella qui enseigne depuis bientôt vingt ans à Versoix où vivent une cinquantaine de familles tsgianes.



Roms de Roumanie (Photo : G. Janvion)

ce qu'une famille me téléphone en me disant « Tu ouvres quand l'école ? ». Les premières années je disais, bon ben je rouvre le 15 octobre. Le 15 octobre, j'arrivais, personne. Puis il y avait des vieux qui me disaient « Ah ben non ils ne sont pas encore rentrés. Puis la famille machin, ils sont rentrés mais ils sont repartis ». Les années où il fait mauvais au mois d'octobre, on commence un peu plus tôt et celles où il fait beau, on commence un peu plus tard. C'est selon le temps.

Dans ton enseignement, parles-tu de la culture, l'histoire ou la langue tsgiane ? Les élèves parlent-ils français ?

La langue non, pas du tout. C'est en concertation avec les parents. Ils m'ont dit : la langue tsgiane, c'est pas ton affaire, c'est la nôtre. Tous ne parlent pas français. Quant à la culture, je ne m'en occupe pas. La seule chose, dans mes cours d'histoire, j'essaie toujours de trouver quelque chose à dire sur les gitans de l'époque en question. Ils ont des époques préférées comme par exemple la préhistoire, parce que tout le monde était nomade. Je leur ai raconté l'histoire d'un roi perse qui a essayé de fidéliser et de sédentariser une tribu venue des Indes et qui aimait des mariages, des fêtes avec de la musique, des chants, etc. Il leur a donné des terres, des bœufs et des semences. Ils ont vendu les semences et les terres, ils ont mangé les bœufs et ils sont partis. Je trouve cette histoire très belle et mes élèves aussi.

Es-tu reconnu par le Département de l'Instruction Publique ?

Oui, ce qui ne veut pas dire qu'ils me paient. Depuis quatre ans, j'ai quand même le matériel gratuit, mais je dois tellement me battre chaque fois que cette année je ne suis même pas allée en chercher. J'en ai marre de me bagarrer. Chaque année j'arrive, je fais ma commande à l'économat et c'est le même dialogue : « Vous payez comment ? Mais je ne paye pas monsieur, je suis madame Lugin, etc. Ah, bah, attendez, je vais aller voir mon chef ». Et puis on va voir le chef, puis le chef est pas là ou le chef n'est pas au cou-

rant parce qu'il vient de changer. Et alors je dois faire un téléphone à un autre monsieur, à une autre dame, etc., et après seulement je peux retourner. Quand le type est bien gentil, il me dit « Oh, je vous le laisse et puis de toute façon j'ai votre adresse. Si vous devez payer, je vous écrirai ». Je trouve ça extrêmement humiliant. Quant au contrôle que le DIP exerce sur les enseignants, une inspectrice est venue deux fois une année, cinq fois l'autre, mais depuis trois ans, personne. En fait, si je ne fais rien, c'est la même chose. Si je leur amène des dominos, des puzzles et les laisse se débrouiller en lisant mon journal, c'est pareil.

Mais que se passerait-il sans toi ?

Certains seraient scolarisés à l'école publique tant bien que mal et les autres ne le seraient pas. Tout le monde s'en fout. Il y a soi-disant une obligation mais je n'ai jamais vu qu'on vienne chercher un enfant pour l'emmener à l'école.

Mais les parents s'occupent de la scolarisation de leurs enfants ?

C'est à dire que les parents au départ, ils les scolarisaient, ils les emmenaient à l'école, seulement il y a des problèmes parce que ce sont des gosses qui n'ont pas l'habitude de ces structures et puis à la première incartade, le racisme et la xénophobie aidant, ils sont rejetés par les autres élèves, par les enseignants. Alors, on les met dans des classes d'accueil ou classes spéciales avec les enfants arriérés. Au DIP, ils étaient contents que je prenne les choses en main.

Avant que tu commences à enseigner, avais-tu déjà des contacts avec la communauté tsgiane ?

Non, pas du tout. En fait, il y a vingt ans, c'est une amie qui m'a demandé de faire la classe avec elle. Ensuite elle est tombée malade. J'ai donc repris la classe toute seule. Après avoir arrêté quelques années, un papa est venu me chercher en me disant « Au secours, j'ai des petites filles, je sais pas quoi faire, je veux pas les mettre à l'école, je ne veux pas qu'on me les prenne ! ». Il ne faut pas oublier que Pro Juventute a enlevé les enfants des gitans de 1927 jusqu'en 1973*. Et très souvent ils venaient les chercher à l'école. C'est pour ça qu'il y a deux

généralistes qui savent très peu lire et écrire.

Avant d'être à Versoix, où étaient établis les tsgianes ?

A la Queue d'Arve et puis quant la piscine a été construite il y a 35 ans on les a fait déménager sur le terrain où ils sont actuellement. Mais aujourd'hui ces gens ont eu des enfants qui eux-mêmes ont eu des enfants. Le terrain, lui, n'est pas extensible. Donc la commune de Versoix a proposé le terrain des Hôpitaux. Ce serait nettement mieux parce que là où ils sont c'est inondé chaque hiver, les enfants ont des rhumatismes, y'a pas de soleil, c'est terrible. C'est un bidonville et ils n'en peuvent plus. Ce terrain des Hôpitaux, on pensait l'obtenir. Puis non, les libéraux ont décidé que ça dérangeait les gens qui ont des villas. Ils proposent soit un terrain de foot, soit un terrain de cacapi pour chien.

Il existe un racisme anti-tsgiane...

Bien sûr. Les Tsgianes le vivent assez mal. Ils ne comprennent pas pourquoi. Ce sont des personnes qui ont des problèmes comme tout le monde. Depuis le moyen âge on dit que les gitans sont des voleurs. J'ai discuté avec des vieux qui m'ont dit « Effectivement, quand on avait faim, on volait des poules. Mais toi, tu volerais pas si tes enfants avaient faim. Aujourd'hui on a plus faim, alors on vole plus ». Il y a aussi la réputation de voleur d'enfants qui elle a un fond de vérité détournée. Au moyen âge, quand les gens crevaient de faim, ils abandonnaient leurs enfants. Les gitans les recueillaient, leur apprenaient à jongler ou à mendier, à faire danser une chèvre. Et puis ils les adoptaient. Les gens qui abandonnaient leurs enfants devant les porches d'église ou dans les forêts, disaient « ce sont les gitans qui ont volé nos enfants » et donc le gitan est devenu voleur d'enfants. De leur côté aussi ils font des amalgames. Quand ils ont affaire à des paysans et que ça se passe mal ils disent « oh, mais c'est un gadjé ». J'en ai eu un qui m'a dit « Tu n'es qu'une étrangère ». J'ai lui ait dit que oui, qu'on est tous l'étranger de quelqu'un. Les gitans, c'est comme tout le monde, quand ils ne te connaissent pas, ils se méfient.

Pourquoi cette méfiance ?

Encore une fois, c'est la peur, parce que l'autre les a meurtris donc forcément l'autre est un danger. Au début, j'en ai beaucoup parlé. J'ai dit « Voilà, vous avez peur, ben moi aussi. Et puis si on reste sur nos peurs, jamais on va s'aimer, jamais on va avoir quelque chose de positif entre nous ». On a beaucoup travaillé sur la peur, sur la façon d'être des gens. Je leur ai demandé de parler avec leurs grands-parents. Maintenant, j'ai un respect des gens qui est extraordinaire ; je fais pratiquement partie de la communauté.

* Par l'entremise du docteur Siegfried et avec le soutien de la Confédération, Pro Juventute enleva plus de 600 enfants à leurs familles, les plaçant en orphelinats, pensions, pénitenciers ou encore dans des familles d'accueil.

La Terre est à tout le monde si tu es riche

La terre est à vendre. Et les plus riches n'ont jamais attendu pour se réserver les meilleurs endroits. Pour les milliardaires du moment, la Patagonie argentine semble convenir. Tous y accourent, attirés par ses espaces vierges et ses lacs naturels, et s'y font construire de somptueuses villas. Mais le coin est mal fréquenté : des gens qui y vivent. Peu importe. Clôtures, gardes privés, "arrangements" avec les autorités locales leur garantissent la tranquillité. Luciano Benetton interdit l'accès aux rivières, pourtant propriétés de l'État, qui traverse son domaine de 900 000 hectares (!), en privant des populations dont la survie en dépend. Le même a détourné une rivière pour irriguer ses terres et a déplacé des populations vivant ancestralement sur son domaine. Certain que tout s'achète, il leur a proposé de vivre dans une mini-réserve et de trimer pour lui. Tous ses amis sont aussi "bons voisins" : Ted Turner se réserve toutes les truites de la rivière qui traverse la propriété de 400 000 hectares qu'il partage avec sa femme Jane Fonda, telle milliardaire argentine abat des espèces d'arbres protégés qui lui bouchent la vue et barricade un lac public, Joseph Lewis (propriétaire de la chaîne de restaurants Planet Hollywood) est lui en train de s'offrir une forêt de mélèzes, « des arbres dinosaures, uniques au monde »*, etc. Après avoir amassé des fortunes par la mise en coupe réglée de la planète et l'exploitation des hommes et des femmes, ces milliardaires transforment les sites merveilleux de la terre, encore inviolés, en parcs privés.

* Un biologiste, cité par *Le Courrier international*, n° 497, mai 2000.

Période cruciale pour Mumia

Mumia Abu-Jamal est ce journaliste noir condamné à mort après un procès truqué. Il clame son innocence depuis 18 ans derrière les barreaux du couloir de la mort (voir *Aujourd'hui*, n° 52). Dans les prochaines semaines, le juge, en charge de la procédure d'appel, fixera la date d'une audience contradictoire. C'est au cours de celle-ci, en présence de Mumia, qu'il décidera si les témoins subornés et manipulés par la police pourront revenir sur leurs témoignages. Il décidera surtout s'il fait siennes les décisions de son prédécesseur le juge Sabo qui a toujours rejeté toute demande de révision du procès. Si les témoins pouvant apporter la preuve de l'innocence de Mumia ne sont pas entendus, il n'y aura pas de nouveau procès. Alors, du fait de la loi "pour l'application effective de la peine de mort" signée par Clinton en 1996, seule la solidarité pourra sauver Mumia Abu-Jamal de l'exécution. « Depuis les 18 années que Mumia a passées dans le couloir de la mort, les 90 jours à venir représentent probablement la période la plus critique » rappelait récemment Leonard Weinglass, l'avocat principal de Mumia. Il faut donc nous faire entendre plus fortement encore des autorités judiciaires et politiques américaines dans cette période décisive.

Que faire ?

- Envoyer des lettres de protestation au Consulat des États-Unis, case postale, 1215 Genève 15 ;
- Envoyer des lettres de protestation à Clinton et au juge chargé du recours : nous tenons à disposition des lettres types sur notre site Internet ou en nous téléphonant.

Les cochons dans l'espace

INTERNET • Avec les nouvelles technologies, des changements majeurs ont lieu dans l'orientation de l'économie, en particulier dans le mode de consommation et l'organisation du travail. Ceux qui le peuvent doivent adopter les nouveaux modes de communication dans une partie croissante de leur rapports sociaux et économiques, sous peine d'être marginalisés. Pour les autres, force est de constater que les inégalités d'accès aux nouveaux moyens de communication accroissent les disparités sociales entre riches et pauvres et entre pays développés et du Tiers-Monde.

Ce futur, présenté comme bénéfique pour tous, est décidé en haut lieu, où l'on se préoccupe grandement de la fiabilité du système. C'est tout le sens de la réunion des gouvernements membres du G8 sur la cyber-piraterie. Ce que l'on appelle aussi cyber-terrorisme (!) est en fait un sacré fourre-tout : cela concerne des actes comme la saturation de serveurs, le vol de moyen de paiements, l'attaque du réseau par des virus, l'espionnage industriel mais également la propagation de matériels illicites (pédophiles, racistes, etc.). Mais la majorité des discours est centrée sur les virus informatiques, présentés comme le mal absolu. Il est vrai que cette cyberpiraterie-là coûte cher aux entreprises et aux gouvernements. La rapidité de propagation et le fait qu'un antivirus ne peut être préparé avant l'attaque, c'est-à-dire avant infection d'une partie du réseau, en font une arme à craindre en premier lieu par tous les utilisateurs de la toile. Les estimations sur les dégâts causés par le dernier en date, ILOVEYOU, sont de 10 à 15 milliards de dollars avec pas moins de 26 % d'entreprises américaines atteintes. Le journal *Le Monde* (17 mai 2000) menace : « Le cyberterrorisme pourrait [aussi] constituer la troisième grande menace pour les grandes puissances, après les armes chimiques et bactériologiques et le nucléaire ».

La cyberpolice qui sera créée, internationale ou non est présentée comme un besoin essentiel pour notre futur. Une cyberpolice qui aura alors les moyens légaux non seulement de fouiner dans le monde des "hackers", présentés comme

les potentiels terroristes, mais également dans toutes communications transitant par le réseau, laissant ces cyberflics et ceux qui les dirigent seuls maîtres de ce qui doit ou ne doit pas apparaître ou transiter sur le net. Pourtant, les attaques informatiques proviennent pour 60 % à 80 % d'entre elles de l'intérieur mêmes des organisations. Et l'affaire Echelon nous rappelle que ce contrôle existe déjà.

Teo Kasin

Santé pour les uns, les autres trinquent

TRAVAIL • Un ouvrier s'est tué le 12 mai dernier en chutant d'un toit, sur un chantier de Meyrin. Son collègue, tombé sur lui, est grièvement blessé. Tous deux étaient occupés à fixer des tuiles à l'aide d'un pistolet à air comprimé lorsque l'accident s'est produit. La longue série noire des accidents mortels du travail continue, avec une fréquence particulièrement choquante dans les métiers de la construction.

Une brochure de statistiques relatives à la mortalité et l'invalidité selon la profession et les classes sociales à Genève a récemment été publiée par l'office cantonal de l'inspection et des relations du travail (OCIRT). Une division y est effectuée entre 5 classes socioprofessionnelles : classe 1 (professions libérales et scientifiques), classe 2 (directeurs, techniciens), classe 3 (employés), classe 4 (ouvriers qualifiés), classe 5 (ouvriers semi-qualifiés et non qualifiés). Un autre division, plus détaillée, s'attache à 28 groupes professionnels (architectes, manutentionnaires d'usine, mécaniciens, travailleurs du bâtiment, etc.).

L'invalidité avant la retraite frappe 25,4 % des individus de la classe 5, alors qu'elle ne frappe que 2,1 % des individus de la classe 1. Dans la classe 5, ce sont principalement les travailleurs du bâtiment (40 %), suivis des manœuvres d'usine (31,3 %) qui se retrouvent invalides avant 65 ans.

Quelques facteurs principaux d'invalidités sont inventoriés : maladies cardiovasculaires (31 % des cas), maladie des os et des articulations (19 %), cancers (12 %), troubles mentaux (10 %), accidents (9 %), maladies respiratoires (5 %). Pour chacune de ces causes, plus on va

de la classe 1 vers la classe 5, plus le pourcentage d'invalides augmente. Les ouvriers de la construction décrochent la palme de l'invalidité pour toutes les maladies détaillées, sauf pour les troubles mentaux. Ils sont particulièrement touchés par les accidents et les maladies des voies respiratoires. Les étrangers, qui constituent l'essentiel des travailleurs de la construction, sont donc également plus touchés par l'invalidité (19,1 % contre 14,1 % pour les Suisses).

Les statistiques concernant la mortalité indiquent la même tendance que celles concernant l'invalidité. En moyenne, les individus de la classe 1 ont une espérance de vie de 70,6 ans, ceux de la classe 2 de 69,7 ans, ceux de la classe 3 de 69 ans, ceux de la classe 4 de 68 ans, et ceux de la classe 5 de 66,2 ans. La mortalité est particulièrement forte chez les manœuvres d'usine (27,7 %), et chez les nettoyeurs, concierges et cantonniers (29,2 %). Une des limites de cette étude est qu'elle ne tient pas compte des travailleurs étrangers qui n'attendent pas la retraite pour rentrer au pays. Les résultats de l'étude ne sont donc pas satisfaisants pour des secteurs, comme le bâtiment, où les étrangers sont très largement majoritaires.

Malgré ses limites, cette étude a au moins le mérite de mettre en exergue la violence qui est faite aux travailleurs. A une époque où on nous annonce la fin des classes sociales, l'union d'intérêts entre les ouvriers et les patrons, il apparaît que l'inégalité au travail, devant la maladie et, même, devant la mort est toujours bien réelle et toujours aussi révoltante. Rien n'est pareil que l'on s'épuise sur un chantier ou que l'on gouverne le monde dans un conseil d'administration d'entreprise. Qui a déjà travaillé en usine ou sur un chantier sait déjà parfaitement que la mutilation n'est pas un phénomène propre au siècle dernier, mais que, au contraire, on continue aujourd'hui à perdre des membres au travail. Lorsque ce n'est pas la vie, comme cela s'est passé à Meyrin le 12 mai, où cet ouvrier turc est décédé après une chute de 11 mètres.

D. Mittaz

EDITEUR RESPONSABLE : Claude Cantini.
TIRAGE : 1500 exemplaires. COURRIER : DIRECT!, Case postale 2254, CH - 1211 Genève 2. TÉLÉPHONE & FAX : 022 734 29 22.
SITE INTERNET : www.tao.ch/~direct_ait.
E.MAIL : aujourd'hui@innocent.com. CCP : Direct!, CCP 17-574 134-6. LOCAL : 24, rue de Montbrillant, Genève.